

## Lausanne et région



Peu importe leur marque, durant sa tournée Patagonia répare tous les vêtements de sport qu'on lui apporte. PATRICK MARTIN



## Le Jardin aux 1000 mains n'est pas tiré d'affaire

**Lausanne**  
L'espace de permaculture pédagogique du domaine de Rovéréaz relance un appel aux soutiens financiers

Le Jardin aux 1000 mains ne s'en sort pas encore. Comme ils l'avaient fait l'an dernier, les responsables de cet espace de permaculture pédagogique situé sur le domaine de Rovéréaz, à Lausanne, lancent une «campagne citoyenne» de financement. Les personnes souhaitant soutenir l'association sont de nouveau invitées à parrainer une activité (formation, visites, apéros...) ou un élément du jardin (arbre fruitier, mètre carré de sol...). Alors que l'initiative avait permis de récolter près de 30 000 francs en 2019, 25 000 francs sont espérés cette année.

«Nous sommes dans une situation plus confortable que l'année passée car nous avons déjà des certitudes sur plusieurs montants mais nous n'arrivons pas à boucler notre année sans l'apport des citoyens. Les activités du Jardin restent menacées par ce manque de finances», explique la chargée de communication Flore Zurbriggen.

## «Un peu sous le choc»

D'autant qu'une mauvaise nouvelle vient de tomber. Le Direction de l'enfance, de la jeunesse et des quartiers de la Ville n'a pas confirmé le renouvellement des accueils pédagogiques au Jardin aux 1000 Mains pour l'année scolaire 2020-2021. «La raison est l'augmentation des tarifs demandés par le Jardin par rapport au prix que nous avons approuvé en juin 2019», justifie le municipal David Payot. «Nous sommes un

peu sous le choc car ça représentait 70 journées d'accueil et que la qualité de nos prestations n'est pas remise en cause, annonce Élise Magnenat, fondatrice du Jardin. Mais ça donne encore plus de sens à cette nouvelle campagne citoyenne.»

David Payot ajoute toutefois : «Nous allons consulter les directions des centres de vie enfantine afin de nous déterminer sur l'offre faite par le Jardin aux 1000 mains. Nous devons déterminer la manière de proposer une sensibilisation à l'environnement qui soit adaptée aux besoins des crèches et qui soit cohérente avec les activités pédagogiques que nous proposons aux enfants sur d'autres thématiques.»

À ce stade, le Jardin table sur des ventes de prestations pour un montant de 110 000 francs (dont 85 000 de la Ville) et des subventions à hauteur de 140 000 francs (dont 20 000 de la Ville). Ça reste donc insuffisant pour coller à la version basse du budget, estimée à 300 000 francs. À noter que l'association cherche toujours de nouveaux soutiens de fondations privées et de mécènes.

Lancée en 2016, la structure ne désemplit pas. «Au début, beaucoup de gens venaient de loin, nous avons d'ailleurs servi d'inspiration pour au moins une dizaine de projets, raconte Élise Magnenat. Désormais, le public vient davantage de la région, ce qui prouve que nous répondons toujours à une demande.»

À noter qu'une série d'événements est prévue durant la campagne de financement, qui doit s'achever le 28 mars avec la reprise des chantiers participatifs.

**Romarc Haddou**

Infos sur [www.1000mains.ch](http://www.1000mains.ch)

## Réparer, une stratégie marketing vertueuse

**Antigaspillage**  
L'équipementier Patagonia répare gratuitement les vêtements de sport dans un atelier itinérant qui fait halte à l'UNIL

**Catherine Cochard**

Ce mardi matin, une petite roulotte s'est installée devant le bâtiment de l'Internef, sur le site de l'Université de Lausanne. Aux abords du mobil home en bois, des personnes attendent patiemment qu'on prenne soin de leurs habits, pendant qu'à l'intérieur, l'aiguille de la machine à coudre donne le tempo de cet atelier itinérant où l'on remet en forme vestes et pantalons. Organisé par l'équipementier Patagonia, le Worn Wear Repair Tour, qui se tient encore ce mercredi, répare gratuitement les vêtements des sportifs amateurs ou plus confirmés. Il suffit simplement d'amener ses pièces endommagées, quelle que soit leur marque.

Vanessa Rueber, porte-parole de l'entreprise, rappelle l'évidence: «Entretenir et raccommo-der les vêtements permet de prolonger leur durée de vie.» Tout en réduisant leur empreinte environnementale. «Notre objectif, c'est que les vêtements restent en circulation aussi longtemps que possible. Et quand vient le temps de remplacer une pièce, nous voulons que les gens investissent dans un produit qui dure.»

## Modèle circulaire

La réparation revient à la mode auprès des consommateurs conscients des ravages causés par un modèle économique linéaire qui fabrique pour jeter ensuite. La stratégie de Patagonia - qui a lancé son programme Worn Wear en 2013 - repose sur un mouvement circulaire: l'entreprise conçoit et vend des vêtements du-

rables tout en encourageant ses consommateurs à les réparer en leur offrant gratuitement ce service toute l'année durant. La marque soigne ainsi son image et, en retour, accroît sa bonne réputation, tout en obtenant des indications de première main quant au vieillissement et à la vulnérabilité de ses produits. Des informations qui seront très utiles aux designers pour concevoir les nouveaux vêtements et améliorer leur durabilité.

Après l'Université de Lausanne, le Worn Wear Repair tour européen - il existe un équivalent américain - poursuivra sa tournée promotionnelle à Verbier, à Crans-Montana et à Andermatt, avant de gagner l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie.

## Des outils pour réparer

«Ça me fait penser à une autre marque de vêtements de sport, Vaude, qui, via iFixit - une plateforme en ligne de kits de réparation -, vend à sa clientèle les outils qui permettent de réparer ses produits», illustre l'ancien conseiller d'État vaudois François Marthaler. L'idée d'iFixit, c'est d'une

«Grâce à la réparation, on peut créer de l'emploi et de la valeur ajoutée localement»

**François Marthaler** Fondateur de la Bonne combine

part d'apprendre à chacun comment réparer les appareils du quotidien et, d'autre part, de commercialiser les ustensiles nécessaires pour y parvenir. «En vendant des pièces et des outils, ils ont créé 400 emplois. C'est très malin!» L'entrepreneur et membre du parti des Verts connaît bien le domaine de la remise en fonction d'objets puisque c'est lui qui a fondé en 1980 La Bonne combine, un atelier de réparations en tous genres installé à Prilly.

«En quarante ans, j'ai vu la situation se dégrader: c'est toujours plus difficile de trouver les pièces pour remplacer celles endommagées et refaire fonctionner les ap-

pareils», regrette François Marthaler. Dans les années 1980, son entreprise La Bonne combine trouvait les éléments nécessaires aux réparations grâce aux déchets encombrants. «On repérait sur les trottoirs tout ce qui pouvait avoir de la valeur, en termes de pièces détachées, se souvient l'économiste de formation. Mais avec la fin de ce type de ramassage, tout cela est tombé à l'eau.» Ainsi à Lausanne, depuis 2013, les citoyens doivent se débrouiller pour amener leurs objets encombrants dans les déchetteries fixes ou mobiles. «Et on n'a malheureusement pas le droit d'aller y chercher les pièces qui nous manquent.»

Si cette situation «absurde» agace François Marthaler, l'exemple d'iFixit le réjouit. «Dans un esprit d'économie sociale et solidaire, on a tout à coup une plateforme présente tout autour de la planète qui fait la démonstration qu'on peut créer de l'emploi et de la valeur ajoutée localement, en utilisant les nouvelles technologies pour mettre en commun et partager des savoir-faire autour d'une idée tout à fait ancienne: la réparation.»

## Contre l'obsolescence programmée

● À la Fédération romande des consommateurs (FRC), on milite depuis déjà longtemps pour la réparabilité des appareils.

«Contrairement à la France, qui l'interdit, il n'existe rien d'efficace en Suisse pour contrer l'obsolescence programmée», rappelle Sophie Michaud Gigon, secrétaire générale de la FRC et conseillère nationale verte.

En 2017, plusieurs interpellations ont été déposées par des parlementaires qui demandaient de prolonger la garantie des objets de deux à cinq ans, d'améliorer la disponibilité des pièces détachées ainsi que la réparabilité des objets, notamment en affichant la durée de vie des produits. «Elles ont toutes été classées puis redéposées, mais pour

le moment le Conseil fédéral ne s'est pas positionné.»

Pour la FRC, les bases légales actuelles ne protègent pas assez le consommateur. La fédération lutte pour que la législation suisse autorise le regroupement de plaintes au moyen d'une action collective (une révision du Code de procédure civile est du reste en cours) et pour que l'offre d'objets réparables disponibles sur le marché soit améliorée. François Marthaler doute, quant à lui, que des solutions légales puissent contrer efficacement l'obsolescence programmée. «Il est difficile de définir ce qu'est un produit irréparable, développe-t-il. Certes, l'indisponibilité des pièces détachées est un handicap, mais on trouve des

génériques ou des pièces d'occasion sur le web. À l'inverse, un produit éminemment réparable ne le sera pas si un des éléments à remplacer n'est plus fabriqué cinq ans après l'achat.»

Pour l'économiste, il serait nécessaire de normaliser les composants, de sorte à pouvoir disposer de pièces de rechange bon marché, car produites en grande quantité, même lorsque le fabricant a cessé de les produire. Et de conclure: «Je ne pense pas que des mentions relatives à l'irréparabilité d'un produit puissent conscientiser les consommateurs. Je crois beaucoup plus à l'intelligence des utilisateurs qui, s'ils ont à disposition une réelle solution alternative, feront les bons choix.» **C.C.**

PUBLICITÉ

Dans le cadre de l'exposition *Time off*, le MHL propose :

**Loisirs et réchauffement climatique : quels enjeux ?**

Avec Martine Rebetez, UNINE;  
Sergei Aschwanden, député VD;  
Jérémy Savioz, député VS  
Accueil par M. Grégoire Junod,  
syndic de Lausanne  
Modération Philippe Clot, journaliste

**Mercredi**  
**26 février dès 19h**  
**à l'Hôtel de ville**

**Entrée libre**  
au 1<sup>er</sup> étage, Place de la Palud, Lausanne